

« Ce que les banques vous disent et pourquoi il ne faut (presque) jamais les croire »

Résumé du livre de Pascal Canfin (Les Petits Matins, 2012)

NB: en rouge: les arguments et justifications des banques

En bleu: l'analyse et les contre-arguments de P. Canfin

« Les Banques ne sont pas responsables de la crise de la zone euro »

- **Ce sont elles pourtant qui ont financé les bulles immobilières US, espagnole, irlandaise**
- **Les mesures de sauvetage du secteur bancaire ont provoqué une augmentation très importante de la dette publique**
 - Zone euro: 66% du PIB en 2007 => 85% en 2010
 - Elles ont donc provoqué une fragilisation de la situation financière des états
 - D'autant plus que les états ne peuvent plus emprunter directement à la Banque centrale (mais doivent passer par les organismes financiers)
 - Cercle vicieux car cela fragilise aussi les Banques
- **3 cadeaux faits aux banques de l'EU (sans aucun engagement en contrepartie):**
 - Pas de contrôle sur la façon d'augmenter les fonds propres
 - Prohibition des pertes sur les créances pour les investisseurs (exception faite de la Grèce)
 - Ligne de crédit illimité à 1% sur 3 ans ouverte par la BCE

« Ce n'est pas la faute des agences de notation »

➤ **« casser le thermomètre ne réduit pas la fièvre »**

➤ **... mais un vrai thermomètre ne fait pas de recommandation, n'édicte pas d'orientations politiques – ce que font les agences**

➤ **L'histoire récente fourmille d'erreurs de diagnostic des agences:**

- Produits subprimes notés AAA
- Lehmann brothers notée AAA quelques semaines avant sa faillite...
- Sous évaluation des risques grecs
- Pas de message préventif sur les bulles immobilières...

➤ **Encadrement nécessaire des agences**

➤ **Éliminer le fétichisme de la note chez les dirigeants politiques**

- La perte du AAA n'entraîne pas forcément un cataclysme financier...

« *Les banques françaises sont blanches comme neige* »

➤ *Les Banques françaises n'ont rien coûté aux contribuables* »

- Plan de soutien aux banques fin 2008:
 - 40 Mds € pour prêts aux Banques (qui ont effectivement rapporté des intérêts à l'Etat)
 - Garantie publique exceptionnelle de 320 Mds €
- Les Banques françaises ont bénéficié des plans de soutien étranger
 - Ex : Société générale a bénéficié d'un soutien de 12 Mds \$ de la part de la Fed US, suite à la faillite de l'assureur AIG lors de la crise des subprimes
- Faillite de Dexia:
 - en 2008, 3 Mds € d'aide pour les subprimes
 - En 2011: crise des dettes souveraines => démantèlement de Dexia, garantie publique de 33 Mds d'€, perte potentielle finale de l'ordre de 10 Mds €?

➤ *« les Banques françaises sont mieux régulées que les autres »*

- En pratique, pas d'appétence à la régulation...
- Les Banques françaises possèdent 460 filiales dans les paradis fiscaux
- La Fédération bancaire française milite contre l'adoption par l'UE de la loi FACTA des USA contre l'évasion fiscale

« *Les banques françaises sont blanches comme neige* »

➤ *Les Banques françaises ne spéculent pas sur la dette des états* »

- Or elles détiennent de nombreuses filiales de type fonds spéculatifs (hedge funds)
- Ce sont les banques qui procurent aux hedge funds les crédits qui leur permettent d'influencer les marchés
- Les banques ont réalisé des ventes massives de titres de dette publique (ex: 8,3 Mds € de dette italienne vendue fin 2011 par BNPP)

➤ *Les Banques françaises sont plus solides* »

- Contre-exemples: Dexia, Natixis (sauvée par la banque de détail)...
- La solidité apparente du modèle de « banque universelle » (regroupant banque de détail et banque de financement et d'investissement) entraîne cependant un danger pour les dépôts des épargnants
- Une séparation de ces activités est souhaitable mais complexe à mettre en œuvre
- Il faudrait en fait créer 2 systèmes financiers parallèles: banques de détail et banques d'affaires

« Fixer des contraintes trop fortes aux Banques pénalise l'économie, donc l'emploi »

➤ Niveau de capital (fonds propres) exigé des Banques: fixé par les accords de Bâle 1, 2, 3

- Pour chaque prêt accordé, en fonction du niveau de risque de l'emprunteur, la Banque doit constituer une réserve de fonds propres
- Bâle 3 implique une augmentation de cette exigence; les Banques invoquent un danger de renchérissement du crédit, donc moins d'investissement, donc moins d'emploi...

➤ Mais...

- Estimations démenties par la BRI
- Le niveau de fonds propres n'est qu'un élément marginal du taux d'intérêt
- L'élément majeur est le taux d'intérêt des prêts de la Banque centrale aux Banques
- Or les taux actuels sont très faibles... (1% pour la BCE)

➤ Les Banques craignent en fait une baisse de leur rentabilité

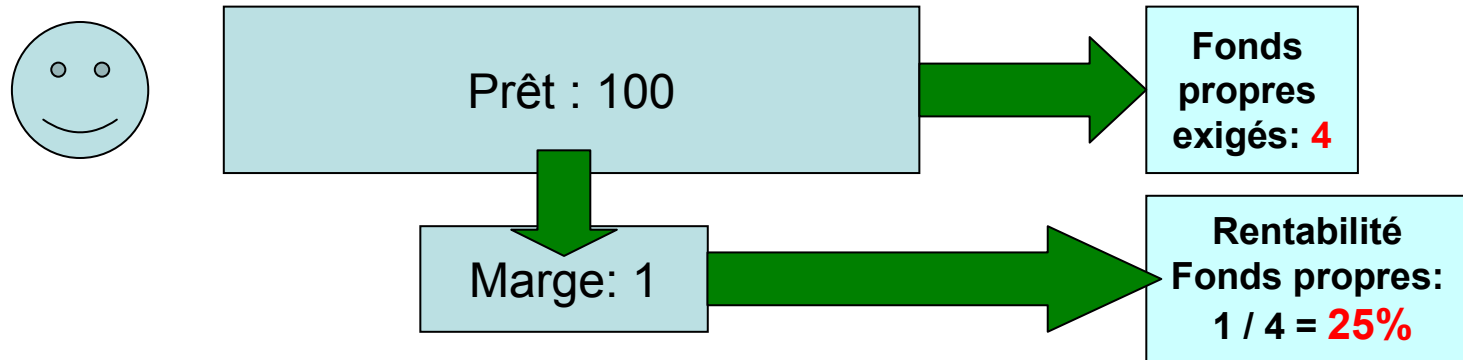
08/02/2012

Groupe de travail Finances et économie,
EELV GL Orvault Sautron

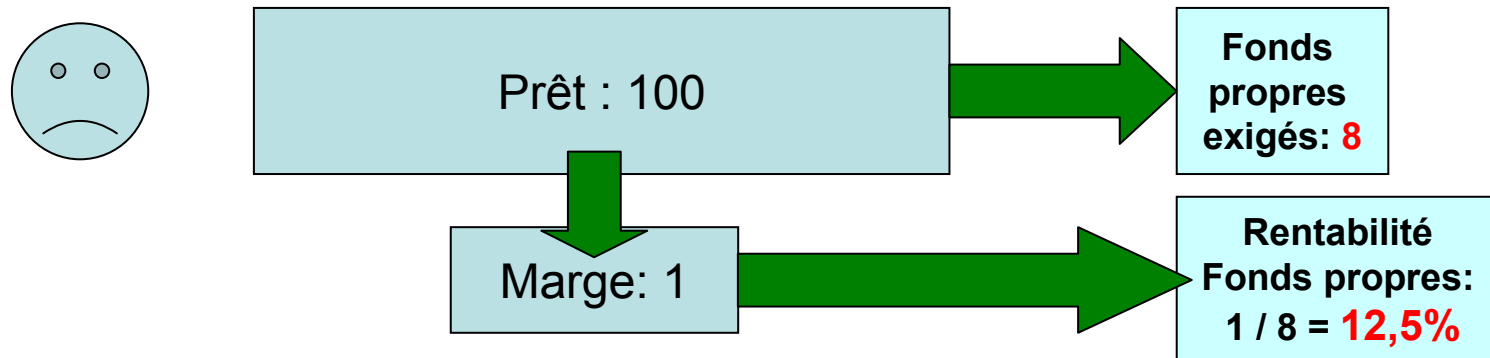
6

« Fixer des contraintes trop fortes aux Banques pénalise l'économie, donc l'emploi »

➤ Avant



➤ Après



« Fixer des contraintes trop fortes aux Banques pénalise l'économie, donc l'emploi »

➤ Les activités les plus sévèrement pénalisées sont les activités sur les marchés financiers

- La rentabilité de ces opérations avant la crise atteignait 20%
- Les Banques exercent donc un lobbying intense pour conserver le statu quo...

➤ Pour améliorer le ratio entre capitaux propres et total des prêts, 2 solutions:

- Augmenter le capital
 - Mais pas bon pour les actionnaires (dilution du capital, baisse du dividende par action)
 - Surtout en période de baisse du cours de bourse
 - Intervention possible de l'Etat (ex: Irlande)
- Réduire les engagements
 - Solution privilégiée par les Banques...

« Fixer des contraintes trop fortes aux Banques pénalise l'économie, donc l'emploi »

➤ **« L'accumulation de réglementation nous étrangle »**

- En fait fortes pressions des états pour défendre leurs systèmes financiers nationaux
- Exemple: encadrement des bonus

➤ **« Si vous réglez trop, on partira s'installer ailleurs »**

- En fait les régulations sont parfois plus fortes à l'étranger que dans l'UE
- Pas de fuite des traders vers New York ou l'Asie
- Le cas de Londres demeure préoccupant

« **Les marchés financiers et leurs innovations facilitent le financement de l' économie** »

➤ *il y a 20 ans, le trading de haute fréquence, les CDS, les produits dérivés n'existaient pas, et pourtant l'économie fonctionnait!...*

➤ *trading de haute fréquence:*

- Achat et revente informatisées d'actions en quelques millièmes de secondes
- Actuellement, représente 50% des ordres sur le CAC40, 60% des transactions financières aux USA
- Les actions sont cotées sur plusieurs places, avec des écarts de prix plus ou moins importants
- Le trading automatisé permet d'arbitrer en permanence sur ces écarts de prix
- Cette pratique augmente considérablement la volatilité des cours (cf krach du Dow Jones en mai 2010)
- Les défenseurs de cette pratique invoquent la liquidité des marchés:
 - plus les marchés sont liquides => plus il est facile de les négocier => plus ils sont attractifs => plus ils drainent de l'épargne => plus ils peuvent financer l'économie
- En fait le trading automatisé ne fait que spéculer sur les écarts de prix, et n'est donc utile qu'aux acteurs financiers ultra-court-termistes
- C'est le symbole des marchés – casinos, servant l'intérêt des spéculateurs au détriment du financement de l'économie réelle

« Les marchés financiers et leurs innovations facilitent le financement de l' économie »

➤ « Les produits complexes sont utiles à l'économie car ils permettent de limiter les risques »

- Les produits dérivés permettent d'acheter à terme une quantité donnée pour un prix donné d'un titre, d'une matière première, d'une monnaie

- Équivalent à une assurance contre les fluctuations de cours

- Ces assurances ont été dévoyées en devenant des outils pour parier sur les fluctuations de prix

- Ex: pour 1 baril de pétrole consommé, 20 à 30 échangés sur les marchés dérivés

➤ CDS (credit default swap): assurance contre la faillite d'une entreprise ou d'un état

- CDS « à nu »: assurance prise sur une dette que l'on en possède pas soi-même

- Interdiction du CDS à nu dans l'UE, votée en octobre 2011, effective en novembre 2012

- Opacité des marchés de produits dérivés

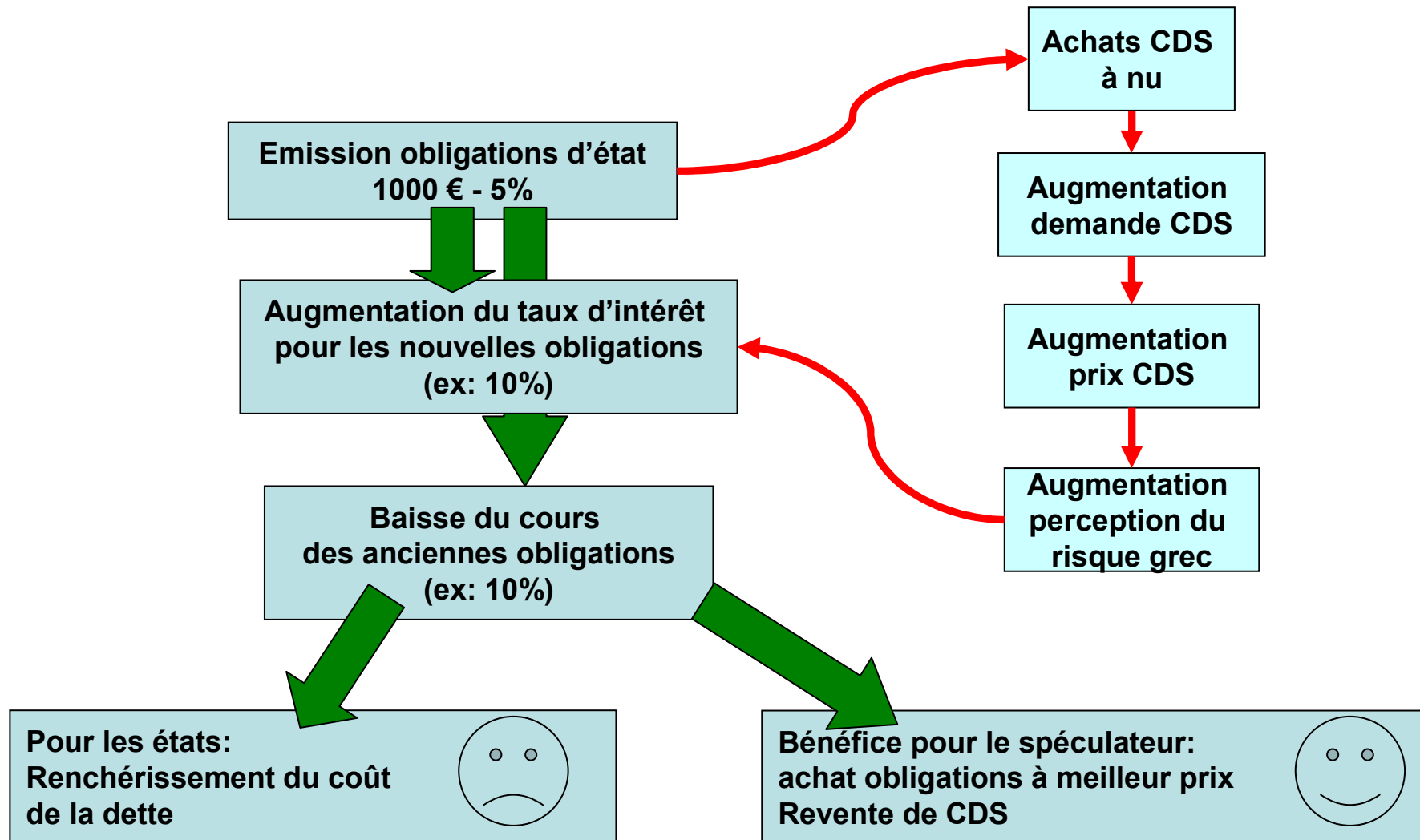
- Opacité des interconnexions entre acteurs financiers (ex: AIG)

- Marchés de gré à gré

- La libéralisation financière a confié aux marchés la fixation des prix, entre autres sur les changes

- L'augmentation induite de la volatilité ont permis le développement de la « fausse réponse » que sont les produits dérivés

« Les marchés financiers et leurs innovations facilitent le financement de l'économie »



« Une taxe sur les transactions financières (TFF) est mauvaise pour le fonctionnement des marchés »

➤ **Cette taxe est justement destinée à réduire la spéculation court-termiste**

➤ **« Une TFF serait en fait payée par les entreprises et les retraités »**

▪ **... par transfert du coût de cette taxe sur les investisseurs**

▪ **En fait:**

• **Lobbying des traders « haute fréquence » car menace directe sur leurs profits (commissions sur transactions)**

• **Diminution du coût unitaire des transactions => TFF relativement marginale**

• **TFF largement inférieure aux commissions des intermédiaires**

• **Pas d'impact sur les petits épargnants**

➤ **« L'Europe ne peut pas mettre seule en place une TFF »**

▪ **... car ceci entraînerait une fuite des transactions sur d'autres places**

▪ **La proposition de directive européenne prévoit la taxation du bénéficiaire de la transaction, quelque soit le lieu de sa réalisation**

Finance watch, ou la naissance d'un contre-pouvoir

- ***Constat: absence d'ONG jouant le rôle de contre-lobbying dans le domaine financier au niveau de l'EU***
- ***Création de Finance Watch à l'initiative d'un groupe de députés européens trans-partis le 30/06/2011***
- ***Financement assuré (2 Ms € / an):***
 - Par la commission européenne
 - Par des fondations d'intérêt général européennes
- ***Aucun financement venant du secteur financier***
- ***Recrutement d'experts du domaine***

10 mesures pour changer la finance

➤ 1. Conditionner l'octroi de la licence bancaire et le soutien de la BCE

- Inclure des règles sur les paradis fiscaux, le blanchiment, les rémunérations
- Conditionner la fourniture de liquidités au financement effectif des états et de l'économie réelle

➤ 2. Réduire la taille des Banques et augmenter les fonds propres

- Séparer les activités de Banque d'affaires et de Banque de détail
- Augmenter les fonds propres par augmentation de capital (et sans réduire le financement des entreprises et ménages)

➤ 3. Donner au régulateur européen le pouvoir d'interdire aux Banques de verser dividendes et bonus

- Pour les Banques sous capitalisées
- Fait aux USA...

10 mesures pour changer la finance

- **4. Interdire les produits bancaires toxiques**
 - CDS sur dettes souveraines
 - Prêts complexes aux collectivités locales...
- **5. Soumettre les produits financiers à autorisation préalable de mise sur le marché**
- **6. Rompre avec le court-termisme des marchés**
 - Imposer une durée minimum de détention d'un actif financier
 - Interdire le financement des hedge funds par les Banques
 - Limiter fortement les activités pour compte propre des Banques (USA: Volker rule)
- **7. Lutter contre les paradis fiscaux**
 - Imposer aux banques ouvrant un compte à un client européen à déclarer ce compte aux autorités fiscales des états membres
 - Le secret bancaire est ainsi fortement compromis (loi FACTA aux USA)
 - Élargir la liste des paradis fiscaux aux pays refusant l'échange automatique d'informations en matière fiscale

10 mesures pour changer la finance

➤ 8. *Marginaliser les agences de notation*

- Retirer de la régulation financière toute référence aux notes des agences
- Actuellement, obligation de vendre les produits dont la note se dégrade => « prophétie autoréalisatrice »
- Transparence totale de la méthodologie des agences
- Interdiction d'émettre des recommandations de politique économique

➤ 9. *Mettre fin aux conflits d'intérêt dans la finance*

- Ex: agences de notation payées pour noter les produits de Banques
- Empêcher les allers retours entre haute fonction publique et secteur financier

➤ 10. *Taxer les profits indus de la finance*

- Impôt progressif sur les bénéfices des Banques
- Bonus non déduits des bénéfices
- Taxation sur les transactions financières au moins sur la zone euro

Contre la dictature des marchés, construire la démocratie financière

➤ Renforcer la traçabilité de l'utilisation des dépôts des épargnants

- Par exemple, en interdisant le prêt de titres investis dans l'assurance – vie à fin spéculative
- Rendre progressivement obligatoire les critères d'ISR (Investissement socialement responsable)

➤ Développer les monnaies locales complémentaires

➤ Développer les emprunts directs de l'Etat auprès des citoyens

➤ Conclusion: 2012, l'alternance indispensable pour remettre la finance à sa place

- Pour un ministère de la réforme financière
- Pour une alternance en France et en Allemagne